



rien d'impossible

Démocratie
et société de
la connaissance

DANIEL INNERARITY





Daniel Innerarity
est professeur de philosophie
politique et chercheur
à l'Université du Pays Basque.

Serge Champeau
est professeur agrégé
de philosophie.

La connaissance est plus qu'un moyen d'appréhender le réel. Elle est ce qui nous permet de configurer l'espace démocratique et de vivre ensemble. Nos problèmes collectifs les plus importants – comment sortir de la crise économique, par exemple – semblent en effet tenir autant, peut-être même davantage, à l'insuffisance de notre savoir qu'à un manque de volonté politique.

Ce livre développe la thèse selon laquelle la connaissance, dans les multiples dimensions qui sont les siennes aujourd'hui (la compréhension des transformations sociales, les politiques de la science et de l'innovation, l'expertise auprès des responsables politiques, l'évaluation des politiques publiques, etc.) est une sphère où ce qui est en jeu est non seulement la prospérité économique mais, plus fondamentalement encore, la qualité de notre vie démocratique.

Abordant les différents aspects de la connaissance contemporaine, l'ouvrage démontre comment la question de la connaissance est devenue centrale dans la démocratie, depuis son mode de production et de diffusion jusqu'à son utilisation dans l'exercice du pouvoir.



Presses universitaires de Grenoble
BP 1549 – 38025 Grenoble cedex 1
ISBN 978-2-7061-2273-6 (e-book PDF)

Démocratie et société
de la connaissance



Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

Ouvrage soutenu par le pôle éditorial (Université Grenoble Alpes)

Création de couverture : Corinne Tourrasse

Relecture et mise aux normes typographiques : Didier Nourry – À avec accent

© Presses universitaires de Grenoble, avril 2015

5, place Robert-Schuman

BP 1549 – 38025 Grenoble cedex 1

pug@pug.fr / www.pug.fr

ISBN 978-2-7061-2273-6 (e-book PDF)

L'ouvrage papier est paru sous la référence 978-2-7061-2272-9

Daniel Innerarity

Démocratie et société de la connaissance

Traduit de l'espagnol par Serge Champeau

Presses universitaires de Grenoble

Collection « Rien d'impossible »
Créée et dirigée par Thierry Ménissier,
professeur de philosophie
à l'université Pierre-Mendès-France (Grenoble 2)

Dans un monde en mal d'utopie où la réflexion est plus que jamais nécessaire, la collection « Rien d'impossible » a l'ambition de fournir des éléments pour éclairer le jugement des lecteurs sur des problématiques actuelles qui recèlent les virtualités du monde de demain.

« Rien d'impossible », parce que les questions les plus variées peuvent y être posées et les thèmes les plus difficiles abordés. Les ouvrages de la collection sont des ouvrages engagés, documentés mais courts, mais aussi des ouvrages abordables dont la lecture est aisée. Des livres qui font le pari que l'audace n'interdit ni la décence, ni la générosité.

DÉJÀ PARUS

M. Kuntz, *OGM, la question politique*, 2014

*Pour Juan Arana,
mathématicien, mais non calculateur,
en morale anarchiste,
mais méthodique en amitié.*

INTRODUCTION

Gouverner la connaissance



La connaissance, plus qu'un moyen d'appréhender le réel, est ce qui nous permet de vivre ensemble. Sa fonction la plus importante ne consiste pas à refléter une supposée vérité objective, à établir une correspondance entre nos perceptions et la réalité, elle réside plutôt dans ce fait qu'elle est l'outil le plus puissant dont disposent les hommes lorsqu'ils cherchent à configurer un espace démocratique leur permettant de cohabiter. Il en va ainsi parce que nos problèmes collectifs les plus importants ne naissent pas, contrairement à ce que l'on pense souvent, d'une insuffisance de la volonté – de l'incapacité à décider ou à faire des choix moraux – mais parce qu'ils sont aussi des échecs cognitifs, des difficultés qui ont leur origine dans une organisation déficiente du savoir, envisagé sous l'angle de sa légitimité démocratique.

Je n'ai aucun penchant pour la manière provocatrice avec laquelle Richard Rorty formule la thèse voisine selon laquelle la démocratie est plus importante que la vérité, car il ne s'agit pas d'établir la primauté de l'une sur l'autre, et encore moins une quelconque incompatibilité entre les deux. Ce que je défends dans ce livre est bien plutôt la nécessité de démocratiser la connaissance, cela en un double sens : 1) les problèmes que la science a pour tâche d'élucider sont aussi des questions relevant de la citoyenneté démocratique ; 2) les problèmes essentiels qui se posent à

une démocratie – comment sortir de la crise économique, par exemple – sont moins des difficultés dues à une insuffisance de la volonté politique que des échecs cognitifs auxquels nous devons remédier par une meilleure connaissance des réalités complexes à gouverner et par la mise au point de meilleurs instruments de gouvernement. J’ai commencé à explorer ce champ de recherches dans mon livre précédent, *Le futur et ses ennemis*, dans lequel j’envisageais l’idée que la réflexion sur le futur est le meilleur instrument pour parvenir à rénover la démocratie. Ce nouvel ouvrage prolonge cette recherche en essayant de mettre en évidence le fait que la connaissance et les domaines qui s’y rapportent (les politiques de la science et de l’innovation, l’expertise au service des gouvernements, l’évaluation des politiques publiques, la compréhension des transformations sociales actuelles, la compétence cognitive des régulateurs) sont des sphères où ce qui est en jeu est non seulement la prospérité économique mais, plus fondamentalement encore, la qualité de la démocratie. Les politiques *de* la connaissance et *par* la connaissance sont devenues une question de citoyenneté démocratique. La solution de nombreux problèmes théoriques en dépend, et particulièrement celui de la qualité de notre espace public.

L’hypothèse de départ de ce livre est la suivante : la caractéristique essentielle d’une société de la connaissance et de l’innovation est à chercher dans le fait que les possibilités qui s’offrent à elle sont toujours plus nombreuses. Il en découle une contingence accrue de la plupart des actions qui ont lieu au sein de cette société. Chaque fois qu’il s’agit de choisir, de décider, de déléguer ou d’anticiper, la sphère des options est généralement si grande que le résultat final n’échappe jamais complètement au soupçon que certaines d’entre elles, bien que pertinentes, n’ont pas été considérées. Les individus aussi bien que les sociétés se voient dans l’obligation de gérer cette explosion des possibilités, sous ses diverses formes (excès d’information, pluralisme des opinions, exigences de légitimation contradictoires, multiplication des choix possibles, prolifération des risques, innovations aux conséquences imprévisibles, etc.),

à tel point que la gestion intelligente de cet ensemble immense en vient à constituer leur principale occupation. Le défi le plus important des individus, des organisations et de la société dans son ensemble est de parvenir à gouverner de manière juste et intelligente un tel excès de possibilités. La *surcharge de l'intelligence* est une expérience anthropologique fondamentale qui est à l'origine d'une grande partie de nos problèmes sociaux et politiques. Elle fait l'objet d'une analyse dans la première partie de ce livre, qui constitue en quelque sorte une introduction anthropologique à l'idée de gouvernement de la connaissance.

Dans un tel contexte, l'action politique fondamentale est l'*organisation de l'incertitude*, qui est l'objet de ma deuxième partie. Une société démocratique n'est pas constituée uniquement de décisions légitimes, elle est fondée aussi sur une connaissance adéquate. Les problèmes cognitifs sont des questions politiques, et les problèmes politiques sont également, dans une certaine mesure, des questions relevant de la connaissance. S'interroger sur la légitimité des politiques régulant et supervisant la connaissance, ainsi que sur la qualité du savoir sur lequel elles s'appuient, ce ne sont pas là de simples questions théoriques mais des dilemmes centraux de ce que je nomme la « démocratie de la connaissance ». La raison pour laquelle je parle ici de gouvernement de la connaissance, mais aussi d'organisation de l'incertitude, est que cette explosion du savoir et de l'information, que nous célébrons, pourrait tout aussi bien être considérée – à la lumière de la disproportion qui existe entre notre savoir limité et les problèmes auxquels nous sommes confrontés – comme constituant une société de la méconnaissance. Je ne prends pas beaucoup de risques en affirmant que c'est autour des questions de cet ordre que vont tourner les principales controverses des années à venir, sur ce que nous savons, sur ce que nous ne savons pas et sur toutes les formes de savoir incomplet à partir desquelles nous devons prendre nos décisions collectives.

L'impératif de construire activement des processus d'apprentissage, qui caractérise notre société de la connaissance, vaut spécialement

pour la sphère économique. Dans la troisième partie de ce livre, je développe l'idée d'un *défi cognitif de l'économie*, qui se manifeste aujourd'hui à l'occasion de la crise économique. Il me paraît pertinent de considérer cette dernière comme le signe d'un grand échec collectif face à la tâche d'anticiper et de gouverner les risques engendrés par une activité économique qui, pour ainsi dire, est plus intelligente que nos instruments de régulation. Nous ne retrouverons la compétence cognitive qui nous fait défaut qu'en rénovant conceptuellement la science économique et ses instruments, qui sont censés mesurer exactement mais dont nous ne savons pas précisément ce qu'ils mesurent. Si l'économie tient à se présenter encore à nous comme une théorie générale de l'ordre social, il faut qu'elle nous offre moins de calculs précis et davantage de visions d'ensemble. Notre ambition dans ce domaine devrait être guidée par la devise de Keynes, selon laquelle il vaut mieux être dans le certain de manière approximative que dans le faux de manière exacte. C'est en vue de cet idéal que je parle, au chapitre 8, d'«une économie pour un monde incalculable».

Une société de la connaissance et de l'innovation modifie les idéaux antérieurs assignés à la formation des individus – se perfectionner, être le mieux informé possible, toujours faire preuve d'esprit critique – et insiste sur la nouvelle compétence que nous appelons aujourd'hui «créativité», et qu'on pourrait comprendre comme la capacité de modifier nos attentes lorsque la réalité les contredit, plutôt que de nous efforcer de dicter à la réalité ce qu'elle doit être. La dernière partie analyse les multiples paradoxes que suscite ce concept. La *géographie de la créativité* examine comment est distribuée la créativité à l'intérieur d'une société et envisage la possibilité que les sociétés et les territoires soient finalement plus intelligents que les individus. Le tournant cognitif, dans les politiques de l'espace et dans le gouvernement des sociétés en général, tient précisément à ce fait que le grand défi de l'humanité n'est plus de dominer la nature mais de faire avancer d'un même pas l'information et l'organisation.

PREMIÈRE PARTIE



La surcharge de l'intelligence

CHAPITRE 1

L'ignorance bien informée



Nous parlons de la société de la connaissance avec enthousiasme, sans avoir suffisamment conscience des problèmes qu'elle pose, des exigences nouvelles qu'elle implique, des compétences qu'elle exige des individus et des organisations. Le savoir étant apparemment inépuisable, les discours sur la société de la connaissance sont d'un optimisme sans limites. Nous nous sommes habitués à célébrer l'accès à l'information, comme s'il nous rendait automatiquement plus savants, et nous fermons les yeux sur une ignorance d'un genre nouveau à laquelle la complexité de l'information semble nous condamner. Il n'est pas inutile d'insister sur ce malaise car, dans un concert de louanges, l'arrivée d'un trouble-fête nous ramenant à la réalité est toujours une bonne chose. Nous commencerons par attirer l'attention sur quelques inconvénients de la société de la connaissance et envisagerons les stratégies permettant de survivre dans un tel environnement. C'est uniquement à partir de la constatation des paradoxes de la société de la connaissance que l'on peut comprendre en quel sens elle exige de nous une gestion particulière de notre ignorance.

Les paradoxes de la société de la connaissance

Nous disons que nous sommes dans une société de l'information ou de la connaissance, mais nous pourrions tout aussi bien dire le contraire : nous sommes dans une société de la désinformation et de la méconnaissance. Non pas en ce sens qu'une organisation perverse nous tendrait des pièges et nous égarerait, mais en un sens à la fois plus complexe et plus banal. Notre ignorance est la conséquence de trois propriétés de la société contemporaine : le caractère non immédiat de notre expérience du monde, la densité de l'information disponible et la présence de médiations techniques entre nous et la réalité.

Un monde de seconde main

Le problème fondamental que pose la société de la connaissance peut être formulé ainsi : de manière très étonnante, elle nous rend tous un peu plus imbéciles. Le contraste entre ce que nous savons et ce que nous pouvons savoir, et surtout ce que nous devons savoir, est si fort que mieux vaudrait parler d'une société de la méconnaissance. Max Weber constatait déjà que « le sauvage sait infiniment plus de choses que le civilisé des conditions économiques et sociales de sa propre existence » (1985, 474). Nous en savons moins que les hommes d'autres cultures, qui connaissaient peu de chose mais qui ne pouvaient ni ne devaient rien connaître de plus. Ils disposaient d'un savoir de première main, immédiat et vérifiable, alors que nous jouissons de cet étrange privilège d'être entourés d'un ensemble de réalités qui sont connues d'autres personnes, qui sont théoriquement à notre portée, mais que nous ne connaissons pas par nous-mêmes.

Pour les hommes des époques antérieures, le monde était plus compréhensible et transparent que pour nous. Le progrès de la science rend la compréhension du monde non pas plus facile, mais plus difficile, dans la mesure où le savoir transforme l'information en complexité. Et, dans une société complexe, il y a davantage

de réalités – des instruments, des informations, des processus – dont nous devons admettre la rationalité, sans pouvoir la vérifier. Plus un système est complexe, plus il est nécessaire d'accepter sans comprendre. Les connaissances scientifiques ont de moins en moins de rapports avec le monde de notre vie quotidienne, les explications qu'elles fournissent ne sont pas compréhensibles pour le sens commun. Les trous noirs sont aussi mystérieux que les nanosecondes, les produits dérivés aussi éloignés de notre expérience quotidienne que les statistiques de la mortalité infantile en Éthiopie. Plus l'espèce humaine est savante, plus elle s'éloigne du monde du sens commun.

Nous vivons dans un monde de seconde main, qui a perdu son immédiateté, et il ne peut en être autrement. Nous ne saurions que très peu de chose si notre savoir se réduisait à ce que nous savons par nous-mêmes. Nous utilisons, en matière de connaissance, d'innombrables prothèses. Ce que nous savons grâce à elles repose sur la confiance et la délégation. Les expériences indirectes déterminent la vie des êtres humains aussi fortement, sinon plus, que les expériences directes. Presque tout ce que nous savons du monde, nous le savons par des intermédiaires. Cet état de fait est ce qui donne une certaine crédibilité à la critique selon laquelle nous serions mal informés et manipulés, même si une telle critique n'est en fait qu'un rêve nostalgique, celui du retour à un monde définitivement perdu, qui oublie les avantages de la complexité.

L'excès d'information

Au nombre des paradoxes irritants de notre monde, il faut compter cette ignorance propre à la société avancée, produite par un excès d'information, que l'anglais a nommé *junk information*. La spécialisation et la fragmentation du savoir ont augmenté considérablement la quantité d'informations, sans que cela s'accompagne d'un progrès équivalent de notre compréhension du monde. Le savoir dont dispose l'humanité est multiplié par cinq chaque année, mais nous sommes loin de devenir cinq fois plus savants pour autant – nous devenons même proportionnellement

moins savants. Ne se laissant pas découper en secteurs distincts, le savoir exige une vision d'ensemble qui devient chaque jour plus difficile. L'enchevêtrement des savoirs a souvent pour effet d'en rendre impossible la synthèse. Les constructeurs de logiciels utilisent le mot *overlinking* pour désigner cet excès de renvois d'un élément de connaissance à d'autres. Nous savons que tout est lié à tout, et pour autant nous ne savons rien de plus. Cette perplexité théorique a son équivalent pratique dans le trop grand nombre de possibilités qui s'offrent au choix, qui peut rendre la décision difficile, voire impossible.

L'information et la communication de masse informent donc bien, mais elles n'orientent pas. Paradoxalement, la rareté gît au cœur même de l'abondance. Nous vivons dans un monde où l'information est surabondante, alors que notre capacité individuelle d'assimilation est limitée. Gehlen (1978) décrit bien la situation déconcertante dans laquelle nous nous trouvons lorsqu'il affirme que nous vivons dans un monde qui nous reste étranger alors même que nous disposons d'une énorme quantité d'informations à son sujet.

Dans la société de la connaissance, le danger réside dans l'excès. Le poète américain Donald Hall a raison lorsqu'il écrit que « l'information est l'ennemie de l'intelligence ». La complexité mal comprise est la nouvelle forme que prend l'ignorance. Ou, comme le dit excellemment Weick (1995) : « le problème est la confusion, non l'ignorance ». Il y a une forme d'engorgement qui a son origine dans l'accumulation d'informations au sein desquelles il est impossible de distinguer le signifiant de l'insignifiant. Que faisons-nous, quand nous ne savons pas ce que nous devons faire ? Nous accumulons des données, multiplions les arguments, acquérons de nouvelles compétences, nous nous donnons davantage de temps... En accumulant les informations, dont le caractère instantané a pour effet de bloquer toute réflexion, nous tentons de nous libérer de cette tâche pénible : penser.

Nous vivons dans un environnement informatif peuplé de données brutes qui ne nous orientent pas, de *stimuli* en grand nombre qui

prétendent être des informations, mais en face desquels chacun de nous doit décider s'il les considère ou non comme telles. Il n'y a pas d'information sans interprétation. Celui qui erre sans boussole dans le flux des données et prend pour information tout ce qu'il entend ou lit n'est pas informé. Seul l'est celui qui a appris à filtrer les messages qui, relativement à sa situation personnelle, sont pertinents.

La servitude volontaire de l'utilisateur

Tous les paradoxes de la société de la connaissance se résument à ce constat : nous vivons dans une société qui est de jour en jour plus intelligente que chacun de nous. Le savoir est partout, et il dépasse notre capacité de savoir. Nous sommes entourés d'experts en lesquels nous devons avoir confiance, de machines intelligentes dont nous ne comprenons pas le fonctionnement, de nouvelles que nous ne pouvons pas vérifier par nous-mêmes... Dans un monde plein de médiations, le savoir prend pour nous la forme d'une expérience indirecte. La rumeur est l'état normal du savoir médiatique (Marquard 1989, 94). Le cyberspace est une gigantesque machine à rumeurs, où nous utilisons le savoir des autres. La forme habituelle de notre expérience de la réalité est la gestion des rumeurs et l'utilisation du savoir étranger.

À cet égard, Kant a formulé de manière abstraite une expérience concrète et quotidienne : le moi ne peut pas accompagner toutes mes représentations (1927, 132-5). On peut passer sa vie à conduire des voitures et à écrire sur ordinateur sans avoir jamais jeté un coup d'œil à l'intérieur. Le simple acte d'ouvrir le capot de notre voiture quand elle tombe en panne est un acte de souveraineté face à notre incompetence, qui témoigne d'une résistance atavique à reconnaître ce que nous savions depuis le début : il faut appeler au plus vite un expert. Notre automobilité est, en réalité, une hétéromobilité.

À l'ère de la microélectronique, nous sommes entourés de boîtes noires qui restent pour nous impénétrables. Chacun de nous connaît ce sentiment de désespoir qui naît face au langage

incompréhensible des manuels d'utilisation de nos appareils domestiques. Il y a bien longtemps que nous avons perdu cette relation au monde que Heidegger nommait *Zuhandenheit*, un rapport non problématique aux outils quotidiens de notre environnement, ceux qui restaient à portée de main (1986, 55). Ces outils s'épuisaient dans leur usage, ne se constituaient jamais en objets. Ce n'est pas le cas de nos appareils électroniques. Les gadgets du multimédia sont, selon l'expression exacte de Sturm, « des prothèses de ce que l'on ne comprend plus », des déclarations de capitulation de l'expérience personnelle et directe. Dans un tel monde, l'usage n'est plus ni souverain ni évident. Nous, les usagers, vivons dans la servitude volontaire, nous nous soumettons à ce que nous ne comprenons pas afin de l'utiliser. Il en va du monde des objets techniques comme de celui de l'économie et de la politique : la compréhension a fait place à l'acceptation. Fort heureusement, l'étendue de l'usage nous masque la profondeur logique et mécanique de nos appareils.

La logique de l'usage, le *know how*, et la compréhension des instruments, la connaissance de ceux-ci, sont deux choses distinctes. Dans le monde contemporain, l'usage sans la compréhension gagne toujours plus de terrain. À la division du travail propre à la société industrielle a succédé la division du savoir de la société de la connaissance. L'utilisateur achète de la simplicité, il ne veut rien savoir de la logique sous-jacente des processeurs et des programmes, il préfère rester à la surface accueillante de la fonctionnalité. Cela a de nombreuses conséquences quant à notre style de vie. Nous nous sommes habitués à prendre les choses dans leur *interface value* (Turkle 1995), à faire confiance à leur surface, à les utiliser sans chercher leur essence dans une profondeur secrète. Nous acceptons de ne pas savoir ce qu'il y a dans la boîte noire, celle des voitures comme celle des ordinateurs. Schelsky (1961) parle de « familiarité feinte » à propos de ce phénomène, que nous pourrions aussi nommer le « fidéisme du client », qui nous est rappelé à chaque instant (« seul votre spécialiste peut

cette demande de confiance. Elles construisent des « infrastructures sécurisantes » (Hammer 1995) qui, grâce aux évaluations de la fiabilité des débiteurs qu'elles fournissent, rendent possibles des primes de risques plus élevées. On a pu les définir comme des « gardiens de la confiance » (Shapiro 1987, 645) et même comme « des sortes d'institutions régulatrices » (Sinclair 1999, 159). Elles répondent à la demande croissante de connaissances permettant d'affronter les risques du système financier mondial. Comme le dit Michael Power (1997, 123), la société actuelle n'est qu'apparemment une société de la défiance. L'économie requiert non seulement un plus haut degré de confiance, elle a besoin également de ces « défiances qui engendrent la confiance ». Les audits et certifications contribuent ainsi à construire la confiance et facilitent la prise de décision en économie.

Les agences de notation transforment la contingence indéterminée en complexité structurée et, de ce fait, gérable. Par l'évaluation du risque de défaut, elles qualifient l'indétermination, la traduisent en une série de lettres qui peuvent être facilement comprises. Il ne faut cependant pas oublier que tout comme la régulation engendre inévitablement à son tour des risques, les agences de notation, en facilitant la gestion de l'insécurité économique, augmentent également la rapidité des transactions financières.

Quoi qu'il en soit, il est clair que nous devons améliorer les modèles nous permettant d'évaluer les risques. Dans une économie de la connaissance mondialisée, les événements futurs ne peuvent être contrôlés à l'aide des seuls mécanismes statiques et quantitatifs. Des instruments traditionnels comme les bilans, qui garantissaient la crédibilité du calcul des risques, ont perdu une grande partie de leur efficacité. Des institutions chargées de la supervision et du contrôle ont le plus grand mal à fournir un savoir suffisamment certain pour permettre la régulation du système. La question de la rationalité de la prise de risques reste un des principaux défis qui se posent à nous. De quels instruments cognitifs et de quelles règles d'action les banques, les agences de notation et les autorités de supervision disposent-elles lorsqu'elles doivent aujourd'hui gérer les risques engendrés par le système financier ?

Nous devons améliorer les instruments permettant d'équilibrer les valeurs et les risques à un moment où l'on constate que la capacité de supervision a diminué en raison de l'émergence, depuis quelques années, de nombreux produits hors bilan, les « *knowledge assets* » (Boisot 1999 ; Litan et Wallison 2000). La prise en compte des biens intangibles, dont l'indétermination met en question les évaluations telles qu'elles sont pratiquées actuellement, est une tâche de plus en plus importante. Considéré sous l'angle temporel, ce problème est celui de la comptabilité qui, en raison de l'accroissement du savoir, perd de plus en plus la prise qu'elle avait, jusqu'à une époque récente, sur le futur. Il est toujours plus difficile de faire des projections à partir des expériences passées, particulièrement dans des domaines comme les technologies de l'information ou les services financiers. La concurrence non seulement contraint à réviser constamment les produits et les services, mais elle a parallèlement cette conséquence de diminuer la durée de validité des savoirs experts.

Le principe de responsabilité

On parle commodément, quand on veut caractériser le processus de mondialisation de l'économie, de *monde interconnecté*. L'expression implique généralement que dans ce monde, la responsabilité s'est affaiblie, diluée ou même a totalement disparu, que tout contrôle sur ce monde dont personne n'a la charge est devenu impossible. L'interconnexion est synonyme de limitation et d'équilibre mutuels, mais elle peut déboucher aussi sur la contagion, les effets en cascade ou les boucles cataclysmiques, comme c'est le cas dans la crise financière actuelle. Le monde interconnecté est aussi, comme le dit Giddens (2002) dans son énumération des traits les moins désirables de la mondialisation, un monde « qui s'emballe ».

La crise économique actuelle est, en dernière instance, une crise de responsabilité. En témoigne, tout particulièrement, le développement, dans le domaine de la finance, de la titrisation,